

F. Boccara **Le péril c'est la finance, pas la dette !** (pp. 4-5)

COMMUNISTES

Le 11 avril tous à Amiens

Vidéo



**Ils sont nuls,
nuls et archi
nuls !
(F. Roussel sur
FranceInfo)**

Le candidat des patrons

Ethic, organisation patronale présidée par Sophie de Menthon, organisait jeudi dernier un débat sur les élections européennes au très chic Cercle de l'Union interalliée (Faubourg Saint-Honoré dans le 8e) en présence de 140 dirigeants de (grandes) entreprises. Un scrutin anonyme proposait de désigner le candidat le plus convaincant. Les patrons ont placé Jordan Bardella en première position. Car c'est bien connu Bardella est le candidat antisystème. ⚡

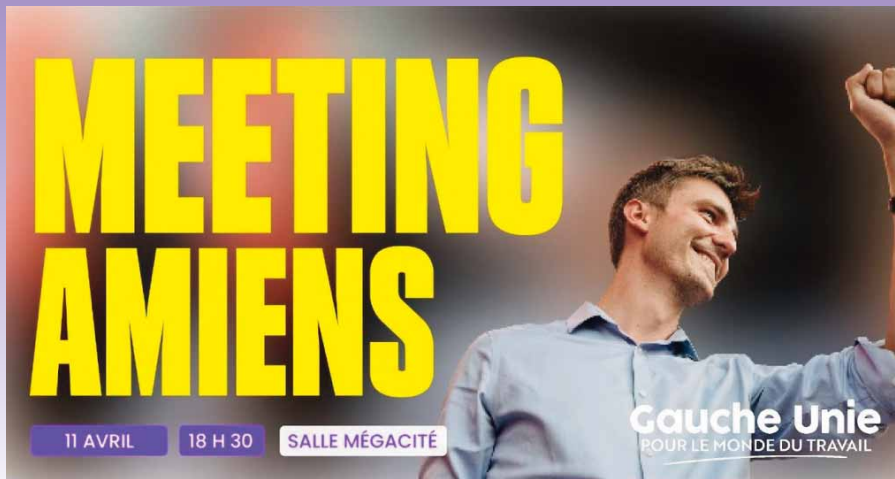
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

**"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF": 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Cliquer ici pour assister au meeting en vidéo.

Retransmission du Meeting d'Amiens avec Léon Deffontaines



Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

10 avril, à partir de 18 h 30 : La section Luberon-Cavaillon vous propose de débattre ensemble autour de l'avenir de l'agriculture française et vauclusienne, du revenu paysan et de la production d'une nourriture de qualité pour toutes et tous, mais aussi de la revitalisation de nos campagnes, de l'amélioration de la qualité de vie et du travail au pays. BIO'S, 131 cours Gambetta, Cavaillon (84)

11 avril, à partir de 18 h : La section PCF Est Étang de Berre organise un débat public sur l'explosion des tarifs de l'énergie : Les raisons de l'explosion des prix de l'énergie, quelles solutions pour revenir à un prix de l'énergie reflétant réellement les coûts de productions et d'investissements, permettant aux plus fragiles socialement, aux PME et aux collectivités de bénéficier d'un juste prix, quelles solutions pour un réel financement et développement d'une transition énergétique et environnementale. Château des Quatre-Tours, Velaux (13)

11 avril, à partir de 18 h30 : Meeting de lancement de la campagne européenne. Mégacité, Amiens (80)

11 avril, à partir de 20 h : Réunion publique « Le panier vide, ça suffit ! », avec une intervention vidéo de Léon Deffontaines, tête de liste de la Gauche unie, et les prises de parole de Jean-Paul Legrand, secrétaire de la section du PCF de l'Albigeois et André Boudes, conseiller municipal communiste d'Albi. Maison de quartier de Rayssac, Albi (81)

12 avril, à partir de 17 h30 : La section PCF Bollène/Val-réas organise une conférence-débat autour du thème de l'énergie « mix énergétique/renouvelable » en présence de Marie-Claire Caillaud, Julien De Benito et Jean-Marc Durand, candidat-es sur la liste Gauche unie pour le monde du travail conduite par Léon Deffontaines. Espace de l'Amitié, Bollène (84)

13 avril, à partir de 19 h : Soirée « Hommage au groupe Manouchian », avec la projection du film « La traque de l'Afiche rouge » suivie d'un débat animé par Sébastien Madau, journaliste, et Gérard Leidet, président de l'association PROMEMO (Provence, Mémoire, Monde ouvrier). Le Cercle de l'Harmonie mettra à l'honneur les unes du journal *l'Humanité* pendant tout le mois d'avril, pour commémorer les 120 ans du journal fondé le 18 avril 1904 par Jean Jaurès. Cercle de l'Harmonie, Aubagne (13)

15 avril, à partir de 18 h : Débat sur le climat organisé par la section du Pays de Brest, avec les candidats Amar Bellal et Taran Marec. Salle des syndicats, Brest (29)

18 avril, à partir de 18 h30 : La fédération du Tam organise une réunion publique avec Sigrid Gérardin et Pierre Lacaze. Salle des Fêtes, Saint-Benoit-de-Carmaux (81)

19 avril, à partir de 18 h30 : La section de Montélimar organise une soirée débat sur le thème « Pénuries en santé : Une fatalité ? bien sûr que non ! Un sujet à débattre : Quelle Europe voulons-nous ? », avec Anthony Gonçalves, professeur de médecine, chef de département en oncologie, et Jean-Marc Durand, économiste, candidats sur la liste « Gauche unie pour le monde du travail » conduite par Léon Deffontaines et Sigrid Gérardin. Salle Saint-Martin, Montélimar (26)

20 avril : La section de Châlons-en-Champagne organise un hommage commun CGT-PCF au résistant Bernard Rémy. Square Résistance fer, Châlons-en-Champagne (51)

24 avril, à partir de 20 h : La section des Mureaux organise une réunion publique sur le thème de l'Europe, l'immigration et les droits humains, en présence d'Assan Lakehoull du MJCF. Espace de quartier Gérard Philippe, Les Mureaux (78)

25 avril, à partir de 20 h : Le Puy-de-Dôme accueille un meeting de campagne de Léon Deffontaines, avec André Chassaing et Julien Brugerolles, Jeanine Erbland (candidate de l'Allier), Aurélie Demoulin (responsable du PCF du Cantal et syndicaliste cheminote), Angélique Thiallier (responsable du Modem 63). Billom (63)

26 avril, à partir de 18 h : La section Orange-Vaison organise une rencontre-débat sur le thème « Pour une politique agricole et alimentaire commune », animée par Julien de Benito, secrétaire départemental, et Nadia Boyer, membre de la commission Agriculture PCF. Violès (84)

26 & 27 avril : Fête de l'Huma de Perquie. Vendredi 26 à 17h30 : présentation et dédicace par A. Chassaing de son livre *Cuba, une étoile dans la nuit, la lutte du peuple cubain contre un blocus criminel*, 18h30 avec Cédric Clérin, rédacteur en chef de *l'Humanité Magazine*, débat autour des 120 ans de *l'Huma* et de la situation en Palestine. Samedi 27 à 9 h avec A. Chassaing et Céline Piot (GRS), débat sur les élections européennes avec des propositions pour répondre à la crise agricole en France et en Europe. Vendredi soir, samedi midi : repas, bar, librairie et expositions sur : Huma, Manouchian, Cuba, lutte pour rouverture d'une voie ferroviaire. Solidarité Cuba, tombola au profit de *l'Humanité*. Perquie (40)

15 mai, à partir de 18 h30 : Meeting national de la campagne européenne. Gymnase Japy, Paris (75)

1er juin : La section de Châlons-en-Champagne organise une formation puis une conférence-débat sur le plan climat Empreinte 2050. Maison des Syndicats, Châlons-en-Champagne (51)

Léon à Bruxelles pour la campagne des élections européennes

Le 3 avril, Léon Deffontaines se rendait à Bruxelles dans le cadre de la campagne des élections européennes. Au programme : discussion avec Marc Botenga, député européen, et Bert De Belder, responsable international du PTB, sur les futures coopérations communes au sein du groupe de La Gauche au Parlement européen. La journée a continué avec un déjeuner et une interview avec la presse européenne. Le jour même se tenait une manifestation des travailleurs portuaires et dockers devant le Parlement européen à l'initiative de l'European Dockworkers Council (EDC), dont la Fédération CGT Ports et Docks est membre, représentant environ 18 000 personnes affiliées à 14 syndicats de 12 pays différents. La mobilisation se tenait contre l'opacité et l'autoritarisme de la Commission européenne pour réclamer une véritable politique portuaire à l'échelle de l'Europe, prenant en compte la dimension sociale de ce secteur indispensable à l'industrie et à l'économie de nos pays.

L'occasion pour Léon d'échanger avec les travailleurs du secteur, notamment sur le besoin d'investissements massifs nécessaires au développement des ports français et européens.

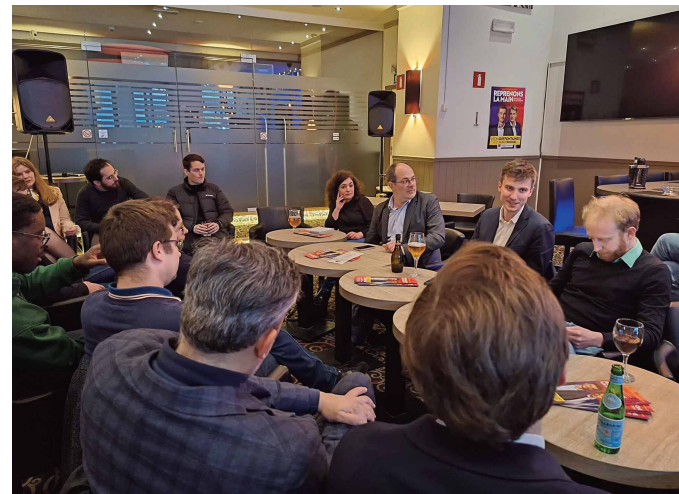
En effet, en France, cela fait plusieurs mois que les travailleurs du secteur sont mobilisés pour défendre leurs droits sociaux et la nécessité d'une véritable politique de développement des places portuaires. La fédération Ports et Docks de la CGT propose depuis des mois des solu-

tions pour développer les infrastructures et le matériel portuaire. Mais le gouvernement, comme d'habitude, fait la sourde oreille. Ce sont aujourd'hui 10 milliards qui sont nécessaires à la pérennisation et au développement de ce secteur indispensable à notre souveraineté. Les ports français ont d'ailleurs de nouveau été tous à l'arrêt ce lundi 8 avril. La visite de Léon s'est poursuivie par une séance de travail au Parlement européen sur les différents dossiers en cours.

La journée s'est finie par apéro-débat avec Emmanuel Maurel, député européen sortant et 4^e sur notre liste, et une quarantaine de Français vivant à Bruxelles. L'occasion d'aborder différents sujets importants pour les personnes présentes, comme la question du contrôle des grandes plateformes numériques, des droits d'auteurs, de la lutte contre la cybercriminalité, de la transition écologique et du nucléaire, mais également du développement des services publics et de la lutte contre l'austérité en France et en Europe.

Un moment convivial donc, à l'image de la campagne que nous menons pour construire l'unité du monde du travail et les jours heureux en France comme en Europe. ✪

Charlotte Balavoine
membre du CN



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse:..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Le péril c'est la finance, pas la dette !

Une contribution de Frédéric Boccara

1. On répète en boucle qu'il faut absolument tailler dans nos dépenses publiques pour rembourser « la » dette publique.

Mais c'est la hausse des taux d'intérêt par la BCE qui vient de mettre à mal les finances publiques, pas la dette. Avec cette hausse des taux jusqu'à 4 %, la charge d'intérêt de la dette s'est accrue d'un coup de 18 Md€ en 2023. Elle est supérieure à 50 Md€ pour 2023 contre 33 Md€ en 2022. C'est autant qu'un second budget de l'enseignement scolaire (écoles + lycées !)... versé aux marchés financiers, c'est-à-dire à BlackRock, BNPParibas, Crédit Agricole Asset management, et avec notre argent.

2. On prétend qu'il faut dépenser moins pour aller mieux. Que la priorité doit être donnée au remboursement de la dette.

Donc on sabre dans les services publics. Mais ils sont déjà à l'os ! Nos hôpitaux sont exsangues, les médecins de ville se raréfient, la santé est de moins en moins bien remboursée. Dans l'éducation, les élèves, les profs et les parents sont révoltés. C'est tout l'avenir de notre pays qui est menacé. C'est comme si on nous disait : « Il faut se couper un bras pour être plus léger ». Or le sang va couler, les plaies sont terribles. Et il va nous manquer un bras et on ne prépare pas l'avenir !

3. Il faut au contraire se développer avec des avances massives, pour « avaler » la dette.

C'est toujours comme cela qu'on a fait. Notamment après 1944-1945, pour financer les jours heureux, la sécurité sociale, la reconstruction de la France, l'expansion des services publics (santé, enseignement, recherche...), et progressivement durant les années 1950 on a « avalé » la dette et on s'est développés.

« Avaler la dette », cela veut dire : diminuer son poids dans le PIB, parce que le PIB augmente et parce que les taux sont à 0 %, et progressivement résorber les déficits. Mais ne pas faire de la résorption des déficits un préalable. Cela reviendrait à se tuer en prétendant qu'on pourra vivre demain ! En réalité, c'est faire le lit du fascisme.



Plutôt que de parler de « dette », qui porte un jugement moral, il faut parler « d'avances ». Donc : à quelles conditions (quel coût, notamment) ? Pour faire quoi ?

Le préalable, c'est de développer efficacement l'emploi et la formation, particulièrement dans les services publics. Ce sont des dépenses aujourd'hui, mais pour créer davantage de richesses dans l'avenir, car c'est le travail humain qui crée les richesses d'où sont ensuite tirés des revenus, des cotisations sociales, des impôts, et finalement de l'épargne. C'est pour amorcer cet enchaînement vertueux qu'on a besoin d'avances.

4. Pour cela, il faut :

Dépenser plus (les besoins sont immenses), donc on a besoin d'avances, d'avances pour se développer. Le pôle public bancaire français existant (CDC, La Poste) peut les faire. La Banque centrale européenne (BCE) doit les refinancer à 0 %. Mais, au-delà, nous proposons de créer un Fonds européen pour les services publics, alimenté par la création monétaire de la BCE.

- Avances massives à 0 %, par création monétaire, si elles développent l'emploi, les services publics, les investissements des entreprises porteurs d'emploi et d'écologie. C'est possible immédiatement. C'est la priorité.

Dépenser autrement : pour développer les services publics et pour une nouvelle industrialisation :

- En donnant la prééminence à l'emploi et à la formation, pas au capital : pré-recrutements dans la santé (hôpital), l'éducation, les transports, etc.
- Réorienter les 200 Mds d'aides publiques aux entreprises : 1. en leur mettant d'autres critères que les critères actuels qui sont de pratiquer de bas salaires (c'est le cas de toutes les exonérations de cotisations sociales, dont l'ex-CICE) ; 2. en mettant de la démocratie, un droit de suivi et d'alerte sur les aides aux entreprises, par les salariés, les citoyens et leurs représentants, pas de la bureaucratie.

Sur cette base, on pourra engager un changement de la fiscalité, pour un impôt plus progressif sur les ménages ; faire contribuer le capital et la finance ; pour pénaliser, par un taux d'imposition sur les bénéfices, modulé à la hausse pour les entreprises qui utilisent leurs bénéfices pour servir des dividendes et spéculer, modulé à la baisse pour celles qui développent suffisamment l'emploi et les salaires, base de développement de la réponse aux besoins de la société et de recettes fiscales étendues, saines et pérennes.

On peut aussi compléter les avances par l'épargne des Français, abondant le Fonds et souscrivant à des titres de dette non négociables sur le marché, en tout cas pour la partie disponible de cette épargne.

5. La droite, l'extrême droite et E. Macron proposent le remède des années 1930 !

- en 1935 déflation française contre les services publics (par Pierre Laval, alors socialiste indépendant, qui impose -10 % de dépenses publique) ;
- en 1930-32, déflation allemande (Heinrich Brüning, -10 % sur les salaires des fonctionnaires).

Les deux ont amené la montée des fascistes et, en Allemagne, les fascistes au pouvoir.

Pourtant Macroniens, droite et extrême droite font assaut de surenchère pour baisser les dépenses.

B. Le Maire, G. Attal et E. Macron imposent un plan d'austérité de 10 Md€ et veulent durcir l'austérité de 20 Md€ encore en 2025 ! Tandis que l'ancien dirigeant socialiste P. Moscovici réclame 50 Md€ d'austérité ! F.-X. Bellamy et la droite dénoncent « l'excès de dépense publique », tout en faisant mine de pleurer sur l'absence de soignants ou sur le recul de l'école.

Mais aussi M. Le Pen écrit dans Les Échos : « La dette est le principal péril pour notre souveraineté ». Elle y propose de baisser les dépenses, et tout particulièrement de taper sur les étrangers (-16 Mds, prétend-elle) ; baisser les dépenses sociales et allocations chômage (les salariés menacés n'ont qu'à bien se tenir) ; ne pas financer les dépenses « de fonctionnement » des services publics par des avances. C'est-à-dire réserver les avances aux seules dépenses en capital (dépenses d'investissement) !! Pas d'avances pour des pré-recrutements et des embauches à l'école ou à l'hôpital !!

Et le très Macronien ministre du Budget, Th. Cazenave, lui répond en insistant à quel point lui et Macron dépenseront moins ! Leur logique est folle ! Elle nous mène dans le mur. D'autant qu'ils veulent dépenser plus... pour la guerre.

F. Bayrou prétend se dissocier de cela en disant « ne pas casser la croissance brutalement ». « ON a besoin de reconstruire, reconstruire, cela se fait par la croissance »... tout en persistant à dire qu'il faut baisser les dépenses. « Oui, il faut dépenser moins », dit-il ! Contradiction totale et tartufferie.

Pour nous le principal péril pour notre souveraineté, c'est la finance ! Il faut la faire reculer, s'y attaquer.

6. Un axe commence à se faire jour sur l'idée : « Il faut dépenser plus, ne pas casser la croissance ».

Cet axe s'entend en France, c'est intéressant ! De la part d'économistes comme de responsables politiques.

Mais à partir de cette idée, certains (tels R. Glucksmann ou F. Bayrou) poussent les feux d'une Europe fédérale dans les mains des marchés financiers en réclamant un emprunt européen... sur les marchés financiers ! C'est un remède empoisonné, aussi nocif que le mal qu'il prétend combattre.

7. Nous proposons de créer un Fonds européen pour les services publics, alimenté par une création monétaire de la BCE à 0 %, pour les dépenses des États SI elles vont au développement des services publics et - surtout - de leur emploi.

Ce serait une sorte de nouveau « quoi qu'il en coûte ». Mais d'un tout autre type que celui expérimenté durant la pandémie : il sera efficace car ayant pour critère le développement et pour pilotage la démocratie, la souveraineté populaire, avec des critères précis.

C'est possible dès à présent avec les Traités existants (l'article 123.2 autorise le financement direct des États par une institution financière publique... ce serait ce Fonds) ! Donc, si les dirigeants actuels ne veulent pas le mettre en place, c'est qu'ils ne veulent pas, et non qu'ils ne pourraient pas ! La question est politique !

Nous appelons les usagers du système de soin et les soignants ; les usagers des services publics, les parents d'élèves et les jeunes ; les citoyennes et citoyens soucieux d'écologie, voulant un développement du Fret ferroviaire ; les usagers et acteurs de tous les services publics ; les jeunes en quête d'avenir et d'emploi, à l'exiger avec nous !

Nous le portons et le porterons dans la campagne des européennes avec Léon Delfontaines et la gauche unie rassemblée sur la liste qu'il conduit.

8. Pourquoi au niveau européen ?

- Parce que dans le monde de mastodontes financiers, et face au dollar, c'est l'UE qui a la surface et la force suffisante pour faire ces avances. Nous pouvons mettre nos forces en commun... Mais pour le social ! Pas pour le capital. Pour de nouveaux jours heureux, pas pour la guerre.

- Parce que tous les peuples d'Europe et de l'UE souffrent au même titre. Même les Allemands : il manque 100 000 soignants à l'hôpital en Allemagne et 14 000 enseignants, expliquent nos camarades et amis de Die Linke. Les Grecs, les Français, les Irlandais, les Italiens... ne sont plus seuls !

9. C'est pourquoi nous portons cette proposition en commun avec le PGE (parti de la gauche européenne).

Avec nos camarades allemands (Die Linke), espagnols (PCE-Izquierda Unida), autrichiens du PCA, italiens de Rifondazione Comunista, irlandais du Sinn Fein, grecs de Syriza et de Nouvelle gauche, hongrois du Parti du travail, tchèques de Levitse, etc.

Nous nous battons pour cela au Parlement européen. Nous pouvons obtenir des majorités - en commençant par la santé ou par le fret ferroviaire - pour sortir ainsi du piège mortel de la déflation et de la souffrance sociale sans fin !

Nous sommes ouverts à toutes celles et tous ceux qui veulent aller avec nous dans ce sens. Nous ne mettons pas d'exclusive (on l'a vu sur le CETA au Sénat), au contraire : qui veut venir soutenir et porter cette proposition ?

Ni suivre les marchés et les dogmes dominants en faisant des aménagements mineurs et courir vers le fédéralisme, comme les sociaux-libéraux, Ni annoncer qu'on va renverser la table ou alimenter le souverainisme, mettre les traités comme préalable à tout changement substantiel... et finalement ne rien changer.

Telle est notre conception politique pour réorienter profondément l'Union européenne, qui sinon entraîne tous les peuples de l'UE dans le mur ! 🇺🇪



Se libérer du dollar ? Un nouveau n° d'Économie&Politique

Se désolidariser pour se co-développer : c'est le titre de l'éditorial d'Yves Dimicoli. C'est aussi le thème de notre dossier. Nous l'abordons sous plusieurs angles : les institutions qui placent les paiements internationaux dans la dépendance du système bancaire des États-Unis, les dommages exercés par l'hégémonie du capital américain sur le reste du monde, les tentatives de dédollarisation du marché du pétrole, et surtout le projet du PCF pour une mondialisation radicalement différente, fondée sur un principe de coopération avec une monnaie commune mondiale.

Dans ce domaine, l'enjeu d'une réorientation tout aussi radicale de la construction européenne - dans les domaines stratégiques, militaires, industriels, et bien sûr monétaires - est d'une importance extrême. Il sera à l'arrière-plan de la campagne pour les prochaines élections au Parlement européen qui s'engage. Nous y consacrerons notre prochain numéro mais on trouve déjà dans Économie&Politique de nombreux matériaux pour l'action politique sur ce terrain. Signalons en particulier le rapport de conjoncture de Frédéric Boccard au Comité exécutif national du PCF.

On retrouvera également dans ce numéro nos habituelles rubriques d'actualité, et une rubrique spécialement consacrée à l'œuvre économique de Lénine et au dialogue que les révolutionnaires d'aujourd'hui entretiennent avec elle.

Abonnez-vous à Économie&Politique pour 10 € !

Abonnement d'accueil : 10 euros la première année (six numéros),

60 euros par an ensuite. Je m'abonne

Économie et Politique / 2 Place du Colonel Fabien

75019 PARIS / TEL. 01 40 40 13 47

ecopoabo@economie-politique.org

Mieux connaître l'extrême droite pour mieux la combattre

Dans le cadre de leur cycle de conférences à périodicité mensuelle, les sections du PCF de l'Yvette, Massy et Université Paris-Saclay avaient invité Gérard Streiff ce 26 mars. Soixante participants attentifs pendant l'heure de l'exposé et actifs pendant celle de discussion.

Gérard Streiff a analysé l'évolution du Rassemblement national (RN), a conduit à réfléchir sur les raisons de la croissance de son influence et a fourni des pistes pour la contrer.

Il y a une crise morale exacerbée par le confinement passé. Le doute vis-à-vis des institutions, des partis, de la science, de l'efficacité de l'action collective, l'absence de perspective d'un monde meilleur poussent au repli sur soi et favorisent le RN.

Le RN, comme tous les mouvements d'extrême droite, est opposé à l'égalité, adepte de la théorie des complots, autoritaire, nationaliste. Mais, à la différence de « Reconquête » qui se revendique de la droite dure, il se prétend ni de gauche, ni de droite.

Il singe la lutte de classes en jouant l'opposition peuple/élite, mais l'élite, pour lui, ce n'est pas le CAC 40 et ses commis, mais le voisin qui a une plus grosse voiture, Mbappé, les Parisiens.

Ses cadres, ses députés sont essentiellement des cadres du privé ou du public, des technocrates libéraux. Le RN a lissé son discours, renouvelé son vocabulaire. Sa tactique est celle du catcheur huilé. Il joue la respectabilité. Pas d'illusion à avoir : Il est fondamentalement raciste :

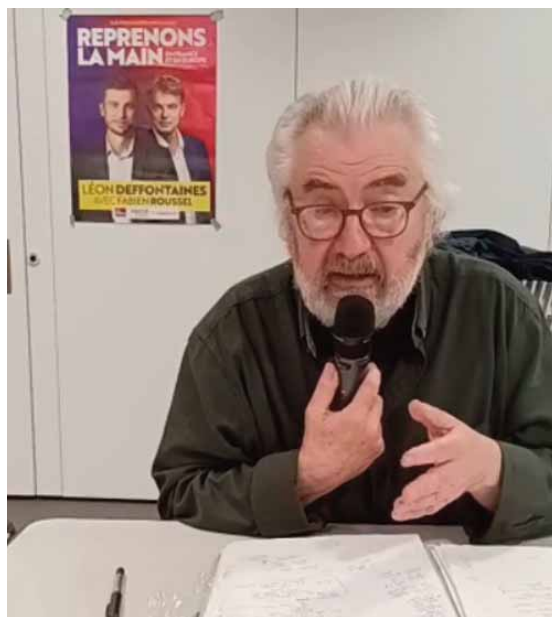
Son directeur général, Gilles Penelle, écrivait : « Si on ne fait rien, ils envahiront nos cathédrales et coucheront avec vos filles. »

Son obsession est l'immigration, l'islamisme, l'insécurité, la chasse aux pauvres qui trafiquent. Il est climato sceptique (« Le Giec exagère »). Il prône l'augmentation des salaires par la diminution de cotisations sociales patronales, ce qui tuerait la Sécurité sociale.

Le groupe RN à l'Assemblée nationale se divise sur la constitutionnalisation de l'IVG. Les vieux démons sont toujours là.

Comment est vu le RN par l'opinion publique ? Des éléments contradictoires :

1 Français sur 2 considère que le Pen comprend les problèmes quotidiens



des Français, mais aussi 1 Français sur 2 considère qu'elle est un danger pour la démocratie. 30 % des Français considèrent qu'elle ferait mieux que Macron. Les possédants multiplient les contacts avec elle (industrie agro-

alimentaire, Edouard Leclerc, groupe patronal Ethic, 1/4 du CAC 40). L'opinion comme quoi les chômeurs trouveraient du travail s'ils le voulaient est devenue très majoritaire.

Comment la contrer ? C'est difficile vu le côté glissant de ses propositions et vu que son programme n'est pas à l'ordre du jour. Il nous faut toutefois savoir combattre ses positions économiques et sociales. On entend souvent : « On ne l'a jamais essayée. » « On ne risque rien et quand elle se plantera, on reviendra aux affaires. » Si retour aux affaires, il se referait dans un pays abimé, une société de divisions entre travailleurs, et de cela on ne se relève pas facilement.

Quelques pistes supplémentaires :

Le RN a très peu de militants locaux. Reconstituer le maillage politique et de voisinage du PCF ; faire vivre des cellules et le militantisme de proximité. Réimplanter le PCF sur les lieux de travail. C'est là que les travailleurs sont les plus aptes à saisir le contenu libéral, pro capitaliste des mesures préconisées par le RN, à voir l'absence totale du RN dans le combat contre le patronat.

N'abandonner ni les électeurs abusés ni les abstentionnistes. Porter nos mesures de transformation sociale et économique, ne pas cacher leur coût, mais aussi leur efficacité pour s'attaquer à la racine des difficultés sociales de beaucoup de nos concitoyens. Un exemple simple : la santé. Le budget de l'Assurance Maladie est de 500 milliards d'euros. L'AME (Aide médicale d'État pour les étrangers en situation irrégulière) est d'1 milliard d'€. Sa suppression, réclamée par le RN) est totalement inefficace pour résoudre la crise hospitalière. Il faut viser ailleurs et à une tout autre échelle (voir propositions du PCF pour financer la Sécurité sociale). 🇫🇷

François Perinet
co-organisateur de la rencontre

Urgence climat, pas sans nos quartiers !

Pari gagné pour les communistes du Rhône : réussir un débat public dans une ville populaire mêlant exigences climatiques et sociales.

Trois cents personnes se retrouvaient à Vénissieux autour de Léon Deffontaines, notre tête de liste aux européennes, les candidats Amar Bellal et Guillaume Dumoulin. Une vente solidaire de patates et salades bios accompagnait la rencontre. L'exigence fondamentale de la paix, essentielle pour des jours heureux, s'affichait dans les banderoles d'une salle chaleureuse.



Michèle Picard, maire de Vénissieux et vice-présidente de la métropole de Lyon, rappelait les combats de Vénissieux pour la justice climatique, environnementale et sociale, dans un contexte de désengagement de l'État et d'appauvrissement des habitants.

Amar Bellal ébauchait les grandes lignes du Plan climat du PCF dont il est responsable national.

Léon Deffontaines précisait les engagements du PCF dans la campagne des européennes : « Je souhaite faire du travail la priorité de cette campagne. Il va falloir produire beaucoup plus sur le territoire pour répondre à l'impératif environnemental, rapprocher la production de la consommation si on veut faire baisser les émissions de gaz à effet de serre. »

Notre candidat venait de rencontrer les salariés de Cotelle à Rillieux, la dernière usine française de javel, que Colgate-Palmolive veut fermer, sacrifiant ainsi 104 emplois alors que l'activité a augmenté de 130 % pendant la crise Covid.

Il appelait l'assistance à reprendre la main, comme les Français voulaient le faire en 2005, en rejetant le TCE qui les privait de leurs droits au profit du capital européen et mondialisé, un Non massif dans les quartiers populaires avec plus de 70 % à Vénissieux.

Logement, isolation et coût de l'énergie, politique agricole et alimentation, pollution environnementale alors que des habitants sont confrontés aux polluants éternels dans l'eau et la terre, mobilité, transports en commun et ZFE, le débat s'installait entre la salle et les candidats, les uns posant des questions et témoignant de leurs expériences, les autres apportant à plusieurs voix leurs réponses. Une formule plébiscitée par

les participants ! Guillaume Dumoulin, militant syndicaliste, insistait sur la nécessité des luttes sociales pour reprendre la main à l'entreprise sur les logiques patronales. Amar Bellal appelait : « Si vous voulez faire quelque chose pour le climat, syndiquez-vous ! Il faut que les salariés prennent la main sur les décisions des entreprises. » En conclusion, Léon Deffontaines

portait la colère populaire contre une Union européenne entièrement construite pour les profits des entreprises dans la mise en concurrence des salariés, mais aussi en France contre ce « gouvernement des riches » qui attaque les salaires, les indemnités chômage, le logement social, les communes... Et concluait en appelant à s'organiser sans tarder pour gagner les votes un à un dans une élection où l'abstention domine.

Un lancement de campagne réussi ! ✪

Marie-Christine Burricand
membre du Comité exécutif national



Activité en direction des retraité-e-s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com



plein temps

N°76 mars 2024

Le libre développement de chacun...

Entre 2020 et 2021, l'Europe a été confrontée à des épreuves majeures, telle la pandémie du Covid-19, qui a fait plus d'un million de morts, particulièrement parmi la population âgée, les retraité-e-s.

Cette situation a révélé la vétusté des systèmes de santé et la fragilisation des systèmes de protection sociale, en Europe, alors que les inégalités liées à l'âge, au genre et au lieu de naissance et de vie ne cessent de s'aggraver.

Dans un monde, soumis aux dogmes capitalistes, où la paix, la justice sociale, le respect de la planète paraissent s'éloigner toujours plus, il faut lutter pour un projet de transformation sociale.

Les conséquences de l'invasion russe en Ukraine et de la guerre en Palestine, en plus des atrocités, des dizaines de milliers de décès et de l'exode massif de femmes et d'enfants, ont amené le monde à un niveau élevé de tension, avec des conséquences politiques, économiques et sociales élevées et complexes.

Un processus de paix

L'Europe doit dépasser cette situation avec la mise en place d'un véritable processus de paix. La guerre a provoqué une très forte augmentation du coût du gaz, de l'énergie, des matières premières et des produits de première nécessité et une très forte hausse de l'inflation, générant de graves répercussions sur le monde

du travail, sur les familles, sur les retraité-e-s qui représentent près de 100 millions de personnes en Europe, 17 millions en France.

La politique de l'Union européenne a toujours été de considérer les retraité-e-s comme une charge pour la société et comme un facteur de coût. C'est une aberration qui doit cesser, une politique sociale, intergénérationnelle, vers le monde retraité doit être mise en œuvre en Europe.

Une société pour tous les âges

Il est urgent de construire une société pour tous les âges, intégrant la nécessité de trouver des réponses solidaires et qualitatives aux enjeux de vieillissement.

Les retraité-e-s participent à la vie de la société et y apportent une contribution indéniable. Leur sort est le reflet du développement de notre civilisation. Il dit là où nous en sommes et le chemin que nous voulons prendre. La retraite constitue donc un droit pour chaque personne.

Une bonne retraite, avec de meilleures pensions et une nouvelle place des personnes âgées dans la société fait partie de notre projet de société où « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

C'est ce projet qui est porté par la liste de large rassemblement à gauche, conduite par Léon Deffontaines pour les élections européennes du 9 juin 2024, que nous appelons à soutenir et pour laquelle nous appelons à voter.

Daniel Junker

DANS CE NUMÉRO

- Sécurité sociale alimentaire : sans doute pas la bonne solution page 2
- Gabriel Attal : libéral me voilà page 3
- Le logement : un secteur gravement en crise page 3
- Retraites : le laminoir est à l'oeuvre page 4

est la condition du libre développement de tous

Construire la réussite des étudiants, logement par logement

Le logement est un enjeu majeur de notre temps. Partout en France et plus largement en Europe les difficultés à se loger sont colossales.

C'est d'autant plus vrai pour les étudiants. Ils vivent à la fois l'absence d'autonomie financière et le début de l'indépendance. Cette situation ne leur permet pas de s'émanciper et de se stabiliser dans une perspective de réussite d'étude. Nous disposons aujourd'hui d'un logement CROUS pour 17 étudiants. Nous devrions ouvrir 546 000 places en CROUS pour que l'ensemble des boursiers puissent être logés. Ce chiffre est monumental. Il est surtout le résultat d'une politique du pourrissement de la part des gouvernements successifs. Les solutions proposées, à coups de "grand plan de construction", nous savons d'ores et déjà qu'ils seront insuffisants. En attendant, ceux qui n'ont pas attendu le déluge pour investir dans le logement étudiant, c'est bien le secteur privé. Ainsi, nous voyons pousser partout des résidences à tarification pseudo-sociale. C'est notre avenir, celui de la société que nous laissons entre les mains de ces promoteurs profiteurs.

Le logement étudiant, ce n'est pas juste la construction, c'est aussi la rénovation. Comment bien étudier dans des logements rongés par la moisissure ou sans chauffage. Il y a encore peu de temps, à la demande d'étudiants d'allumer le chauffage en pleine vague de froid, le CROUS répondait : "vous n'avez qu'à mettre un pull". Le mépris et l'ignorance ont assez duré. Il faut passer aux actes et faire entendre nos revendications. Construire, rénover et encadrer. Voilà les mots d'ordre. L'Union des étudiants communistes, dans son action, l'a bien compris. C'est pourquoi, durant une semaine, dans toutes les universités sont menées des référendums pour interroger les étudiants. Car si le gouvernement refuse de les entendre et de les écouter, nous, nous mettons un point d'honneur à le faire ! ✪

Léna Raud
secrétaire nationale de l'UEC





Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19°
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info [Tél. : 06 07 99 90 81]
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA